

Grève et manifestation interprofessionnelle Mais aussi pour la défense de la DGFIP, de ses agent-es

La période est particulièrement rude en matière économique, sociale et psychologique dans un monde quasiment à l'arrêt où la détresse sociale progresse en parallèle des richesses des plus nantis ! La France ne fait pas exception, mais son système social issu des grandes luttes du passé permet, en partie seulement, au plus grand nombre de ne pas totalement sombrer. Au plan économique les entreprises sont maintenues sous perfusion à grand renfort de milliards issus de ce fameux « argent magique » qui n'existait pas avant et dont on nous fait déjà comprendre qu'il appelle à des « lendemains qui déchantent ».

Dans cette période, il est nécessaire de continuer à exprimer les revendications des salarié-es quel que soit leur contrat ou leur statut sans confiner nos combats !

Malgré cette crise, la Fonction publique reste une des cibles privilégiées du gouvernement qui poursuit ses contre-réformes qui détruisent le service public, le statut et les règles des agents. La DGFIP est au centre de cette cible, subissant l'essentiel des suppressions d'emplois de l'ensemble de la Fonction Publique d'État et la poursuite sans répit du NRP et autres projets néfastes.

Dans ce contexte, les actions et mobilisations se multiplient depuis de nombreuses semaines, dans plusieurs secteurs : santé, énergie, éducation nationale, manifestation nationale contre les licenciements, contre la loi de sécurité globale...

À la DRFiP 31 aussi, malgré la pandémie, des actions n'ont jamais cessé : visites de services, rassemblement du 15 janvier, interpellation des élu-e-s et de la presse, interpellations du directeur par plusieurs services (SPF, CDIF, SIE, PCE ...), sans parler des tracts d'information des agent-es.

L'appel unitaire à une grève et une manifestation interprofessionnelle le jeudi 4 février permet la convergence de ces mobilisations, c'est donc une bonne nouvelle sur le front social.

C'est pourquoi nous invitons les agent-es à poursuivre la mobilisation pour refuser le massacre en cours des emplois, la déstructuration de notre administration (NRP, projets en cours de la DG), les difficultés d'exercice des missions, la dégradation continue de nos conditions de travail.

Nous invitons les agent-es à **se réunir et échanger** sur la situation et les appelons vivement à **s'inscrire dans la grève du 4 février et nous rejoindre** :

– à 13h15 : à la Direction, rue des lois, pour un rassemblement revendicatif et bruyant avant de rejoindre la manifestation interprofessionnelle

– à 14h00 : pour la manifestation interprofessionnelle à Arnaud Bernard.

Tous et toutes dans l'action le jeudi 4 février !



D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES

LE 4 FÉVRIER 2021

TOUS ET TOUTES EN GRÈVE!

Les syndicats Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques appellent les personnels à se mettre en grève le 4 février et à participer massivement aux manifestations dans le cadre de l'appel interprofessionnel de la CGT, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF, UNL dont la plateforme est la défense de l'emploi et des services publics.

TOUTES ET TOUS CONCERNÉ.ES

La crise sanitaire a mis en exergue :

➤ EN TANT QUE CITOYENNE ET CITOYEN

- La catastrophique réalité des services publics et particulièrement celui de la santé sacrifiée sous l'autel de politiques successives de rigueur budgétaire.
- Un accroissement global de la pauvreté et des injustices sociales, en premier lieu pour les populations précaires, les étudiants et les chômeurs.

➤ EN TANT QUE FONCTIONNAIRE

La mise en place de la loi transformation de la Fonction publique avec sa déclinaison directionnelle des lignes directrices de gestion, avec la possibilité de recours à des contractuels à la place de fonctionnaires, de développement du profilage sur actes de gestion des fonctionnaires, l'inexorable baisse des moyens.

➤ EN TANT QU'AGENTES ET AGENTS DE LA DGFIP

- Les réformes *Nouveau réseau de proximité* (NRP) et « relocalisations » qui sont dans les faits des délocalisations, toutes les fusions et concentrations de structures, le développement outrancier de l'e-administration, les 30 000 postes supprimés depuis la création de la DGFIP.
- Des charges de travail qui croissent avec entre autres le transfert des missions fiscales des Douanes vers la DGFIP (phase préparatoire à la création de l'agence du recouvrement et à l'éclatement des missions de la DGFIP) ainsi que la gestion du Fond national de solidarité, et probablement l'arrivée massive d'entreprises qui tomberont en liquidation judiciaire...

Malgré toutes les raisons qui justifient un changement de cap et d'orientations politiques et budgétaires, ce gouvernement entend poursuivre sa politique, coûte que coûte, et le second effet de la crise sanitaire s'inscrira probablement dans des politiques de rigueur dont nous connaissons d'ores et déjà les conséquences...

ALORS LE 4 FÉVRIER 2021, exigeons l'arrêt de ces politiques destructrices à plus d'un titre tant sur le plan personnel que professionnel.
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATIONS,
dans le respect des consignes sanitaires.
Ensemble imposons un autre monde, construisons ensemble nos jours meilleurs.